

Mercredi (soir) 21 janvier 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

29 2014.RRGR.11126 Postulat 140-2014 Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS) Renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé

N° de l'intervention: 140-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 11.06.2014
Déposée par: Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Schnegg-Affolter (Lyss, PEV)
Cosignataires: 39
N° d'ACE: 1461/2014 du 10 décembre 2014
Direction: SAP

Renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé

Le Conseil-exécutif est chargé d'examiner les points suivants et de prendre ensuite les mesures adéquates :

- Les examens préventifs pratiqués par le médecin de famille sur les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de cinq ans ne devraient-ils pas devenir obligatoires pour toutes les familles domiciliées dans le canton de Berne ?
- L'âge de la scolarisation ayant été avancé du fait d'Harmos, le premier examen médical scolaire ne devrait-il pas l'être aussi ? Il devrait être pratiqué lorsque l'enfant atteint l'âge ordinaire d'entrée à l'école au sens de l'article 22, alinéa 1 de la loi sur l'école obligatoire (LEO).
- Ne serait-il pas indiqué de pratiquer un examen médical supplémentaire en plus des trois qui sont prévus actuellement ?
- Dans quelle mesure les centres de puériculture devraient-ils être plus impliqués pour assurer le bien-être de tous les enfants et pour garantir leur santé ?

Développement

Dans la Stratégie cantonale de développement de la petite enfance de juin 2012, le Conseil-exécutif déclare que selon plusieurs études de la recherche médico-épidémiologique sur les parcours de vie, « les bases d'une bonne santé sont mises en place dès la prime enfance. Les enfants socialement défavorisés présentent un risque accru de tomber malades ou de mourir dans l'enfance ou l'adolescence. »

En 2013, 1292 enfants ont été hospitalisés en Suisse pour cause de maltraitance : on a recensé 351 cas de mauvais traitements corporels, 323 cas de manque de soins corporels, 323 cas de maltraitance psychique et 281 cas d'abus sexuels.

Un enfant sur quatre victime de maltraitance physique et un enfant sur deux victime de manque de soins corporels a moins de deux ans. En 2013, trois enfants de moins d'un an sont morts des suites de maltraitance.

Et puis malheureusement, il y a les zones d'ombre, les cas de maltraitance sont rares à être dévoilés.

L'introduction d'examens préventifs obligatoires pratiqués par les médecins de famille sur les enfants de la naissance jusqu'à l'âge de cinq ans permettrait d'atténuer considérablement les risques de maladie et de maltraitance. Pour la plupart des familles, ces examens médicaux sont chose courante depuis longtemps, les autres s'y habitueraient rapidement. Le coût serait, comme c'est déjà le cas maintenant, entièrement pris en charge par les caisses-maladie.

Ces examens préventifs contribuent en outre à faire baisser les coûts de maladie chez les enfants puisque les problèmes et les risques sont détectés à un stade précoce et que les complications ultérieures, parfois coûteuses, sont ainsi atténuées.

Il serait logique d'adapter l'âge du premier examen de médecine scolaire à l'avancement de l'âge d'entrée à l'école au sens de l'article 22, alinéa 1 LEO. Cette mesure devrait être mise en œuvre rapidement.

Compte tenu de l'avancement de l'âge de scolarisation induit par Harmos, il faut également se demander s'il ne faudrait pas prévoir un examen médical scolaire de plus que les trois prévus actuellement.

Ces contrôles réguliers de l'état de santé de tous les jeunes enfants domiciliés dans le canton de Berne auraient en outre un effet préventif.

Les examens préventifs obligatoires et les examens médicaux scolaires permettent de prévenir de manière ciblée la maltraitance et l'abus sexuel. Quant aux cas effectifs, il faut les détecter rapidement pour que les mesures nécessaires puissent être prises.

Il importe que tous les enfants puissent profiter de ces examens préventifs pour assurer la meilleure protection sanitaire possible.

Le *centre de puériculture* est l'endroit où les parents de nourrissons et d'enfants en bas âge trouvent, hors de toute bureaucratie, informations et conseils matière de développement corporel, psychique et intellectuel. Les membres du personnel sont des spécialistes des questions d'allaitement, d'alimentation, de soins et d'éducation. Leur rôle consiste principalement à conseiller et soutenir les parents dans leur difficile rôle de père et de mère. Les prestations fournies relèvent de la médecine sociale et préventive et sont proposées dans toute la Suisse. La plupart des familles y ont accès. Il serait bienvenu de renforcer ces institutions bénéfiques et de mieux les impliquer encore.

Le présent postulat a pour but de renforcer l'égalité des chances des enfants face à la santé.

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs du postulat se réfèrent à la *Stratégie cantonale de développement de la petite enfance* de 2012. Il ressort notamment des résultats scientifiques qui y sont présentés que les enfants d'un milieu défavorisé sont non seulement désavantagés au niveau de la formation, mais sont aussi plus exposés aux maladies physiques et psychiques. Cette corrélation s'explique par différents facteurs socio-économiques comme le type de logement, les possibilités et les habitudes en matière d'alimentation et d'activité physique, les paramètres psychosociaux ou encore le manque de réseaux de soutien. D'où l'utilité des offres de développement de la petite enfance pour la promotion de la santé et l'importance du dépistage précoce des problèmes de santé, des cas de maltraitance et, de manière générale, des risques pouvant peser sur le développement. Les fournisseurs de prestations cités dans le postulat œuvrent déjà largement en ce sens. Comme le prévoit la stratégie, des instruments sont par ailleurs mis en place pour former et sensibiliser les différents acteurs de ce secteur (sages-femmes, personnel des garderies, etc.) à la détection précoce (champ d'action 5). Les explications qui suivent visent à mettre en lumière les volets de la prévention, médicale en particulier, évoqués dans l'intervention qui méritent un examen plus approfondi et ceux qui font déjà l'objet de mesures.

Point 1

D'après le rapport 2014 sur la santé infantile de la ville de Berne, près de 40 pour cent des parents interrogés n'ont effectivement pas fait passer un examen médical préventif à leurs enfants de trois à quatre ans. Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis qu'il faudrait atteindre une proportion plus élevée pour pouvoir prévenir et dépister les maladies et les troubles du développement et, partant, intervenir efficacement à un stade précoce. Aussi estime-t-il judicieux, à l'instar des auteurs du postulat, d'étudier l'opportunité de rendre l'examen préventif obligatoire. Il convient en particulier de se pencher sur les questions suivantes :

- Y a-t-il suffisamment de pédiatres à l'heure actuelle pour procéder à un examen obligatoire ?
- Quelles sont les possibilités de financement par l'assurance obligatoire des soins ?
- Comment organiser un examen obligatoire ?
- Quelles bases légales faudrait-il créer ?

Point 2

Il convient de préciser au préalable que les examens préventifs effectués par les pédiatres vont plus loin que les examens médicaux scolaires. Le moment et le contenu de ces derniers ont été discutés lors de la révision de l'ordonnance du 8 juin 1994 concernant le service médical scolaire (OSMS ; RSB 430.41). Le gouvernement a finalement renoncé à avancer le premier d'une année, pour la raison suivante : les enfants entrent à l'école infantile à quatre ans révolus (report d'une année

possible) ; or l'examen d'enfants de cet âge est plus complexe et prend davantage de temps, car ils sont moins en mesure de suivre les consignes du test visuel et auditif, ce qui complique l'évaluation de leur développement. De plus, seuls 14 pour cent des médecins scolaires sont des spécialistes en pédiatrie. Il a donc été décidé de continuer à réaliser le premier examen scolaire durant la seconde année enfantine (où les enfants ont cinq ou six ans révolus), mais ce dès le premier semestre.

Point 3

Un quatrième examen scolaire coûterait 55 francs par enfant environ, à la charge des organismes responsables des écoles (les communes en règle générale) d'après la réglementation actuelle. Or, lors de la consultation sur la révision de l'OSMS en 2012, le projet avait été bien accueilli dans l'ensemble, mais quelques communes isolées de même que l'Association des communes bernoises avaient émis la crainte que les prestations soient étendues et entraînent des frais supplémentaires, à quoi elles s'opposaient. Le projet final a tenu compte de ces objections et laissé le volume des prestations et des coûts inchangé. L'introduction d'un quatrième examen ne semble donc pas indiqué, vu les questions de financement qu'il soulèverait.

Point 4

Les tâches incombant au Centre de puériculture sont décrites précisément dans le développement du postulat. Sa mission première est de promouvoir la santé des enfants âgés de 0 à 5 ans, en mettant l'accent sur la détection précoce et la prévention des problèmes de développement. Mais il s'attache également à conseiller et soutenir les parents et, en cas de besoin, à les aiguiller vers d'autres spécialistes et services de consultation, avec lesquels il collabore déjà étroitement. Par ailleurs, la stratégie de développement de la petite enfance prévoit l'organisation de rencontres régionales de mise en réseau par le Centre de puériculture à partir de 2015 (champ d'action 2). L'intégration renforcée des acteurs du milieu médical dans le domaine préscolaire est également au programme. La conclusion d'un contrat de prestations avec le Centre de puériculture témoigne du rôle de partenaire de premier plan que celui-ci joue dans la promotion de la santé, le développement de la petite enfance, la prévention et la détection précoce. L'implication du Centre dans la réalisation des objectifs visés par le postulat, à considérer comme une tâche permanente, est donc déjà une réalité. Si des besoins supplémentaires plus concrets devaient se faire jour ultérieurement, ils seraient examinés et pris en compte dans le cadre des relations contractuelles existantes.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1 : adoption

Point 2 : adoption et classement

Point 3 : rejet

Point 4 : adoption

La présidente. Je vous prie de prendre place. La séance est ouverte. Le Conseil-exécutif était d'accord avec l'auteur du postulat. J'aimerais savoir ce qu'il en est du point 2: est-ce que le point 2 est contesté? – Tout est contesté, donc Mme Schönenberger, c'est à vous. *(La présidente agite sa cloche.)* Je vous demanderais d'être un peu plus calmes.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Zuerst besten Dank an den Regierungsrat für die wohlwollende, umfassende und informative Stellungnahme. Zur Ihrer Information: Punkt 3 wurde zurückgezogen. Ich beginne mit Punkt 1. Ziel des Vorstosses ist es, allen Kindern im Kanton Bern dieselben Gesundheitschancen zu ermöglichen, unabhängig von Nationalität und familiärem Hintergrund. Tatsächlich nehmen, gemäss dem Kindergesundheitsbericht der Stadt Bern von 2014, beinahe 40 Prozent der befragten Eltern die ärztlichen Vorsorgeuntersuchungen im Alter von drei bis vier Jahren nicht in Anspruch. Das erstaunt. In Basel-Stadt gibt es ähnliche Zahlen. Kinder aus gesellschaftlich und wirtschaftlich schlechter gestellten Familien haben nicht nur nachweislich schlechtere Bildungschancen, sondern auch ein höheres Risiko, körperlich und psychisch zu erkranken. Der Bundesrat hat bereits im Jahr 2008 festgestellt, dass die Vorsorgeuntersuchungen im Säuglingsalter noch bei praktisch allen Kindern durchgeführt werden, die Teilnahme daran aber im Kleinkindesalter bis zur Einschulung stark abnimmt. *(La présidente agite sa cloche.)* Das gilt es zu verhindern.

Das adäquateste Mittel, gleiche Gesundheitschancen zu ermöglichen und sicherzustellen, sind obligatorische Vorsorgeuntersuchungen für Vorschulkinder. Diese Vorsorgeuntersuchungen müssen nicht zwingend bei einem Kinderarzt durchgeführt werden und sind auch nicht an ein Impfbatorium gebunden. Dieser Hinweis dient dazu, allfälligen Missverständnissen vorzubeugen. Diese Vorsorgeuntersuchungen sind wichtig, um allfällige Fehlentwicklungen frühzeitig zu erkennen und dadurch Komplikationen zu vermeiden. Zusätzlich wäre es ein aktiver Beitrag zur Kostenreduktion im Gesundheitswesen. Einige deutsche Bundesländer praktizieren bereits seit längerem erfolgreich ein Obligatorium für diese Vorsorgeuntersuchungen – auch «Baby-TÜV» genannt. Die kinderärztlichen Vorsorgeuntersuchungen für Kleinkinder in dieser Form gibt es bereits zum heutigen Zeitpunkt; sie sind also nichts Neues. Es geht nur darum, zu gewährleisten, dass alle Kinder davon profitieren können. Die Kosten für die Vorsorgeuntersuchungen im Vorschulalter werden übrigens von der obligatorischen Krankenversicherung KVG getragen.

Ein wichtiger Nebeneffekt dieser Vorsorgeuntersuchungen ist, dass Vernachlässigung und Kindesmisshandlung, die besonders im Vorschulalter auftreten, eher aufgedeckt und zu einem gewissen Teil auch verhindert werden können. Wie Sie bereits der Begründung des Vorstosses entnehmen konnten, spricht die Statistik für sich. Im Jahr 2013 wurden 1292 misshandelte, missbrauchte oder vernachlässigte Kinder in Schweizer Spitäler eingeliefert. Jedes vierte körperlich misshandelte Kind ist jünger als zwei Jahre alt, bei den vernachlässigten Kindern ist gar jedes zweite unter zwei Jahren alt. Daneben gibt es eine grosse Dunkelziffer. Das heisst, nur die wenigsten Fälle kommen ans Licht. Genau diese Dunkelziffer gilt es zu verringern und solche Fälle viel früher aufzudecken und wenn irgend nur möglich, zu einem Teil verhindern zu können. Dies geschieht unter anderem durch eine Zusammenarbeit mit der Mütter- und Väterberatung. Es ist an sich heute schon das Natürlichste der Welt, dass Eltern ihre Babys stolz und fürsorglich zu den Routinekontrollen bringen und wiegen, messen, untersuchen und gegebenenfalls auch impfen lassen. Der Arzt oder die Ärztin kann so die gesundheitliche und körperliche Entwicklung des Kindes von Beginn weg mitverfolgen, die Eltern auf allfällige Auffälligkeiten oder Probleme aufmerksam machen und das weitere Vorgehen mit ihnen besprechen. Es geht um ein Miteinander und eine partnerschaftliche Zusammenarbeit mit dem Arzt oder der Ärztin und nicht um blosser Kontrolle oder Überwachung. Allerdings bekommt man auf diese Weise auch Kinder zu Gesicht, die bisher nicht vorstellig wurden und kann auch deren Gesundheitszustand mitverfolgen und im Notfall intervenieren. Auch der Regierungsrat bestätigt, dass effektiv Handlungsbedarf besteht, denn Früherkennung sowie Frühintervention bei gesundheitlichen Problemen, Entwicklungsrisiken und Kindesschutz- Gefährdung sind wichtig. Darum empfiehlt auch der Regierungsrat dieses Postulat zur Annahme. Jedes Kind, das gesund leben darf und die notwendige medizinische Hilfe und Unterstützung erhält, ist ein Erfolg.

La présidente. Aucun porte-parole de groupe ne s'est annoncé. Je vous prie d'être un peu plus tranquilles. M. Jost, pour l'UDC, c'est à vous.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Auch die SVP ist der Ansicht, dass es wichtig ist, für alle Kinder den Zugang zu einer genügenden medizinischen Voruntersuchung zu gewährleisten. Das bedeutet, dass jedes Kind den gewünschten Schutz erhält. Soweit sind wir deckungsgleich mit den Anliegen der Postulanten. Es fragt sich aber, welchen Standard man erreichen, und mit welchen Mitteln man ihn letztlich auch sicherstellen will. Hier scheiden sich die Geister, respektive die Ansichten, und wir können der ganzen Stossrichtung dieses Postulats nicht zustimmen. Bei Ziffer 1 und Ziffer 4 teilen wir auch die Meinung der Regierung nicht. Bei Ziffer 1 ist die SVP klar der Meinung, dass eine gesetzliche Verankerung eines Obligatoriums für die kinderärztliche Voruntersuchung über das Ziel hinaus schießt und einen weitgehenden Eingriff in die persönliche Freiheit der Erziehungsberechtigten bzw. der Kinder darstellt. Wir sind der Meinung, dass ein solcher Eingriff nicht verhältnismässig ist und sich auch sachlich nicht rechtfertigen lässt. Umfassende Information und eine Stärkung der Eigenverantwortung der Erziehungsberechtigten sind geeignetere und nachhaltigere Massnahmen, die letztlich allen Kindern, unabhängig von der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Situation der Erziehungsberechtigten, eine regelmässige und genügende Vorsorge garantiert. Ein Obligatorium würde zudem zweifellos einen nicht billigen Kontrollapparat auslösen und den ständig steigenden Gesundheitskosten so noch zusätzlichen Schub geben. Ein Obligatorium kommt für uns also sicher nicht in Frage.

Die Argumentation in der Antwort des Regierungsrats zur Ziffer 2 ist klar und deutlich. Das Anliegen wurde bereits geprüft und in der Regierungsantwort finden wir die Begründung, warum er darauf

verzichtet hat, hier weiter zu gehen. Damit ist aus unserer Sicht die Ziffer 2 obsolet und kann ohne Umwege abgelehnt werden. Bei Ziffer 4 ist es, zumindest mir, schleierhaft, warum der Regierungsrat die Annahme ohne Abschreibung beantragt, wenn in der Antwort zu lesen ist, dass bereits eine enge Vernetzung gepflegt wird. Zudem habe man, im Rahmen des Konzepts frühe Förderung, diese Problematik in verschiedenen Handlungsfeldern bereits behandelt und sei dem Anliegen bereits nachgekommen. Darum lehnen wir auch diesen Punkt ab. Es ist mir bewusst, dass es hier um ein Postulat – also um einen Prüfungsantrag – geht. Aber wenn ich schon nur die zu Ziffer 1 aufgelisteten Punkte anschau, welche die Regierung prüfen soll, dann wird klar, dass dies sicher keine billige Übung werden wird. Und da für uns die Stossrichtung nicht stimmt, wollen wir diese Übung schon gar nicht erst starten. Die SVP setzt klar auf die Eigenverantwortung der Erziehungsberechtigten und will keinen Ausbau von Staatsaufgaben. Sie ist der Meinung, dass die heutige Situation massvoll und genügend ist. Ein Prüfungsauftrag wäre deshalb nicht zielführend und somit unnötig. Wir lehnen das Postulat in allen Punkten ab.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die FDP setzt sich generell für Eigenverantwortlichkeit ein, und wir sind nicht unbedingt immer für Obligatorien. Aber die Eigenverantwortung funktioniert in diesem Fall überhaupt nicht. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wie Sie wissen, bin ich Arzt. Ich bin nun 25 Jahre in diesem Business tätig. Sie können sich nicht vorstellen, was man antrifft. Es geht hier um ein- bis fünfjährige Kleinkinder. Die frühkindliche Entwicklung ist absolut zentral in der Entwicklung eines Menschen. Da müssen wir hinschauen. Die Eigenverantwortlichkeit funktioniert hier nicht. Es wurden Zahlen genannt, wie viele Misshandlungen stattfinden. Es gibt auch andere Gesundheitsstörungen, bei denen man sehr froh ist, diese möglichst im Frühstadium und in den ersten Lebensjahren festzustellen. Und wir sprechen hier von einem Postulat. Ich hätte mich sogar noch mehr gefreut, wenn es eine Motion gewesen wäre. Dieses Obligatorium müssen wir unbedingt einführen. Ich persönlich hätte auch gleich noch ein Impfobligatorium mit eingeschlossen, aber darum geht es hier ja nicht. Auch wir Grossrätinnen und Grossräte sollten uns ja alle gegen die Grippe impfen. Aber dazu kann ich ja mal einen Vorstoss machen. Es wurde bereits angetönt. Selbstverständlich können nicht nur Kinderärzte, sondern auch Internisten FMH für Innere Medizin und Allgemeinmediziner diese Untersuchungen durchführen. Viele Schulärzte sind ja gar nicht Pädiater, also Kinderärzte. Wir müssen die Ärzte, welche diese Untersuchung durchführen können, unbedingt dafür einspannen. Die FDP-Fraktion ist klar für das Obligatorium und unterstützt die Anträge so, wie es der Regierungsrat empfiehlt. Bitte stimmen Sie zum Wohle der jüngeren Kinder Ja zu diesem Postulat, damit dieses Obligatorium geprüft werden kann. Dadurch können bestimmte Einsparungen im Gesundheitswesen getätigt werden. Bitte unterstützen Sie dieses Anliegen.

La présidente. Vous êtes un peu trop bruyants. Si vous voulez discuter, sortez.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Als Mutter dreier Kinder bin ich für dieses Postulat mit dem Titel «Bessere Gesundheitschancen für alle Kinder!» sehr empfänglich. Beim Durchlesen des Postulats war es dann aber nicht mehr nur bloss eine Frage des Herzens, sondern es wurde auch eine Frage der Verhältnismässigkeit. Darum sind wir schon einmal froh, wurde Ziffer 3 zurückgezogen. Ziffer 1 unterstützen wir geschlossen. Es macht Sinn, sich Überlegungen zu obligatorischen Vorsorgeuntersuchungen bei Kindern im Alter bis 5 Jahre zu machen. Bei Ziffer 2 folgen wir der Regierung und unterstützen die Abschreibung. Wir gehen davon aus, dass die Schuluntersuchungen mit den neuen Gegebenheiten von Harmos abgestimmt worden sind und dies bereits so geschieht. Bei Ziffer 4 ist die glp-CVP-Fraktion geteilter Meinung. Wo die einen das Gefühl haben, dass in der Mütter- und Väterberatung bereits genug getan wird, finden die andern, man könnte noch mehr tun.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Als Miteinreicherin vertrete ich hier auch die Fraktionsmeinung. Die EVP-Fraktion unterstützt das Postulat. Ich spreche zu den drei verbliebenen Punkten wie sie der Regierungsrat vorschlägt. Wir sind der Meinung, dass vor allem Ziffer 1 ein ganz wichtiges Anliegen aufnimmt. Bei der erschreckend hohen Zahl von Missbrauchs-, Misshandlungs- und Vernachlässigungsfällen bei Kleinkindern darf es einfach nicht sein, dass Eltern sich um Vorsorge bei Ärzten oder der Mütter- und Väterberatung foutieren können, nur um etwas zu vertuschen. Es darf nicht sein, dass Eltern das gesundheitliche Wohl des eigenen Kindes zu wenig Wert ist, um die ärztlichen Untersuchungen in den ersten Lebensjahren wahrzunehmen. Wo es um den Schutz von hilflosen Kindern geht, hört bei uns die Eigenverantwortung der Eltern

auf. Da geht es wirklich darum, ein Leben zu schützen. Durch eine obligatorische Vorsorgeuntersuchung bei Kinderärzten oder anderen Ärzten könnte das Risiko für betroffene Kinder minimiert werden. Dass vor einer allfälligen Einführung eines Obligatoriums noch diverse Fragen geklärt werden müssen, ist uns auch klar. Deshalb wurde auch nur ein Postulat eingereicht. Wichtig ist auch mir zu betonen, dass ein obligatorischer Arztbesuch auf keinen Fall gleichzeitig ein Impfblogatorium bedeuten muss. Wir bitten Sie, diesen Punkt als Postulat zu überweisen und den Regierungsrat die nötigen Abklärungen durchführen zu lassen. Da die GEF im Rahmen von Harmos und der damit verbundenen früheren Einschulung der Kinder einen zeitlich früheren Schularztbesuch bereits in Erwägung gezogen, ihn aber anschliessen wieder verworfen hat, sieht die EVP Ziffer 2 als erfüllt an. Sie kann somit auch abgeschrieben werden. Ziffer 4 ist ganz klar ein Auftrag, der aus der Umsetzung des Konzepts frühe Förderung stammt. Die Mütter- und Väterberatung ist eindeutig einer der wichtigsten Player in der Früherkennung bei Kindern von 0 bis 5 Jahren. Dass hier der Auftrag zur Gesundheitsprävention, zur frühen Förderung, zur Prävention und Früherkennung vorangetrieben und als Daueraufgabe erkannt wurde, ist eine grosse Errungenschaft. Die Mütter- und Väterberatung hat eine zusätzliche Vernetzungs- und Koordinationsaufgabe mit allen wichtigen Playern im Frühbereich übernommen. Die Umsetzung ist gerade angelaufen, und es ist wichtig, dass diese Aufgabe permanent überprüft wird und bei zusätzlichem Bedarf auch ausgebaut werden kann. Deshalb unterstützen wir auch diesen Punkt als Postulat. Ich fasse zusammen: Wir unterstützen alle Punkte so, wie es die Regierung vorschlägt.

Reto Müller, Langenthal (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion teilt die Haltungen der FDP- und EVP-Fraktionen, wie sie vorhin dargelegt wurden. Als Mann, der zwei der drei Vorsorgeuntersuchungen für unter 9 Monate bei seinem Sohn selbst erlebt hat, möchte ich mich hier persönlich und nicht nur als Fraktionssprecher äussern. Meine Frau ist ein bisschen impfkritischer als ich, deshalb musste ich die Untersuchungen besuchen. So etwas ergibt dann zuhause Diskussionen, die aber der Gesundheit des Kindes sicher förderlich sind. Vorsorge ist wichtig. Dies hat Sarah Gabi Schönenberger bereits betont und mit den Studien, die sie aufzählte, auch belegt. Hanspeter Kohler hat dies ebenfalls getan. Darauf möchte ich nicht weiter eingehen. Für eine gute Vorsorge brauchen wir einerseits eine genügende pädiatrische Versorgung. Wir müssen weiterhin dafür sorgen, dass es genügend Kinderärztinnen und Kinderärzte und Hausärztinnen und Hausärzte gibt, die man für diese Untersuchungen ausbilden kann. Diesbezüglich sind wir in der Verantwortung – manchmal auch ein bisschen mehr als uns lieb ist. Wir sehen den Vorstoss deshalb auch als Unterstützung, das zu überprüfen und die Situation der Ärzteschaft weiterhin im Auge zu behalten.

Die Abklärung durch das Postulat verlangt auch, zu überprüfen, wie mit diesen Untersuchungen mehr Kinder erreicht werden können als heute. Es ist nicht so, wie der SVP-Sprecher betonte, dass viele Eltern bereits heute eigenverantwortlich diese Untersuchungen durchführen liessen und dass dies genüge. Ich möchte dazu einen kleinen Ausblick machen. Nach zwölfteinhalf Jahren, die ich als Realschullehrer im Kanton Bern gearbeitet habe, nach sechs Jahren als Gemeinderat und vier Jahren als Präsident einer Vormundschaftskommission muss ich sagen, dass ich mir manchmal noch ein wenig das Menschenbild wünschte, wie es vom SVP-Sprecher dargestellt wurde. Das Bild der heilen Familienwelt, in der sich die Eltern eigenverantwortlich und auch im grössten Stress immer gut für ihre Kinder einsetzen und die Rechte und die Gesundheit der Kinder schützen. Das ist heute leider zu einem guten Teil eine Illusion. Deshalb müssen wir den Teil, der nicht in einer solchen heilen Familienwelt aufwachsen kann, besser schützen. Es ist deshalb die Frage, wie wir die Kinder von sozioökonomisch benachteiligten oder bildungsfernen Schichten noch besser als heute erreichen können. Es ist bei ungesunden Störungen in Familiensystemen immer besser, wenn man die Massnahmen frühzeitig ansetzen kann. Dies hat Hans-Peter Kohler auch betont. Der Standard-Satz ist auch hier richtig. Je früher wir in einem ungesunden System investieren können, desto günstiger wird es für unsere Gesellschaft schlussendlich in der Zukunft ausfallen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist überzeugt, dass dieses Postulat die richtigen Fragen stellt und auch Antworten liefern wird, um in diesem Bereich für die Kinder im Kanton Bern Verbesserungen zu erzielen. Wir stimmen allen Punkten vollumfänglich zu.

La présidente. Pour les Verts, Mme Linder. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. Les intervenants à titre individuel, vous pouvez vous annoncer.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion begrüsst den vorliegenden Vorstoss und unterstützt alle Punkte in dem jetzt gewandelten Postulat. Wir hätten auch die

Motionsform unterstützt. Mit Ziffer 1, dem wichtigsten Punkt dieses Vorstosses, wird eine sehr wichtige Lücke geschlossen. Ein Obligatorium schafft die Sicherheit, dass Kinder nicht durch das Netz fallen und bei Mängeln entsprechend unterstützt werden können. Nicht jedes Kindeswohl ist garantiert – auch nicht im Kanton Bern. Es geht darum, hinzuschauen, einzugreifen und im Kanton Bern eine Frühförderung zu ermöglichen, die allen Familien und Kindern zugutekommt. Frappant ist, dass es nicht nur in bestimmten Schichten der Fall ist, dass das Kindeswohl verletzt wird, sondern es kommt überall vor – auch in den besten Familien.

La présidente. Vous avez trois minutes.

Vania Kohli, Berne (PBD). Das Postulat wird von der BDP grossmehrheitlich unterstützt. Dies, weil auch wir der Meinung sind, dass Vorsorgeuntersuchungen für Kinder wichtig sind und dass auch Schuluntersuchungen durchgeführt werden müssen. Das dient ganz klar dem Kindeswohl. Auch Ziffer 4, die verlangt, dass geprüft werden soll, wie die Väter- und Mütterberatung zum Wohle der Kleinkinder mehr einbezogen werden kann, unterstützen wir grossmehrheitlich. Die Begründung des Vorstosses ist für eine Mehrheit der Fraktion in allen Punkten einleuchtend und wir können uns eigentlich den Vorrednern anschliessen. Es gibt in der BDP-Fraktion aber eine kleine Minderheit, die dies als Selbstverständlichkeit und eine weitere Regulierung als Eingriff in die Persönlichkeit der Eltern betrachtet. Deshalb empfinden sie es als überflüssig. Auch wenn es sich hier nur um ein Postulat handelt, haben sie sich davon nicht überzeugen lassen und befürchten, dass eine Überweisung zu einer Hyperaktivität des Gesundheitsdirektors führen könnte – fertig! (*Hilarité*)

La présidente. M. Brönnimann, c'est à vous.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich habe diesen Vorstoss mitunterzeichnet und zwar hauptsächlich aus einem Grund; dabei handelt es sich um Ziffer 1. Gesagt wurde bereits alles von Hans-Peter Kohler, der wohl einen tieferen Einblick hat als die meisten von uns. Ich stehe hier vorne, weil Grossrat Jost eine Formulierung verwendet hat, auf die ich etwas entgegnen muss. Er hat tatsächlich gesagt, es handle sich um einen Eingriff in die persönliche Freiheit der Erziehungsberechtigten. Dazu muss ich sagen, dass es nicht darum geht. Wir wollen bei niemandem in die Frage eingreifen, wie Kinder erzogen werden sollen. Es geht hier um die ganz schlimmen Fälle, wo die Gesundheit von Kindern vernachlässigt wird und auf dem Spiel steht, was sicher glücklicherweise auch nicht allzu viele sind. Es hat mit dem Kindeswohl und dem Teilaspekt der Gesundheit dieser Kinder, die sich ja nicht selbst wehren und auch nicht selber bei einem Arzt anmelden können, zu tun. Aber es hat rein gar nichts mit der persönlichen Freiheit von Erziehungsberechtigten zu tun. Ansonsten möchte ich wissen, wie weit diese Freiheit der Erziehungsberechtigten sonst noch geht. Ich glaube, dass wir uns nicht mehr in dem Zeitalter befinden, wo diese Freiheit noch Strafen und was weiss ich alles beinhaltet hat. Heute, im 21. Jahrhundert, sollte die gesellschaftliche Verantwortung so weit gehen, dass man dort das Kindeswohl wahrt.

La présidente. Je n'ai aucun intervenant à titre individuel. Je donne la parole à M. Perrenoud et ensuite à l'auteur du postulat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. J'ai commencé mon après-midi avec les personnes âgées, on finit avec la petite enfance, quelle belle transition pour un directeur de la prévoyance sociale! Je l'ai dit clairement pour les personnes âgées, et je ne plaisantais pas, la qualité est primordiale. Je crois que pour les enfants, on n'a pas le droit de négliger le fait qu'il y a des enfants maltraités qui passent à côté de toutes les mesures de contrôle. Il vaut donc vraiment la peine d'analyser cette situation. Ici ce n'est pas une motion, c'est un postulat, j'ai été touché par ce que mon collègue, je parle là en médecin, disait tout à l'heure: il y a des zones grises et je crois qu'il faut absolument qu'on puisse regarder si c'est obligatoire, c'est important. On aura le temps d'en discuter plus tard, mais je vous prie de suivre le gouvernement et je vous souhaite une bonne soirée.

La présidente. Mme Schönenberger, vous avez la parole, vous avez trois minutes.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich hatte vorhin gar keine Zeit mehr, um auf

die Ziffern 2 und 4 einzugehen. Dies hole ich noch kurz nach. Ich bin einverstanden mit Annahme und Abschreibung bei Ziffer 2, weil der Regierungsrat das Vorhaben in adäquater Weise umsetzen will. Bei Ziffer 4 sind eine Verbesserung der Vernetzung sowie eine Qualifizierung und Sensibilisierung zur Früherkennung ebenso wie Massnahmen aus dem Konzept frühe Förderung aktuell bereits in Erarbeitung. Somit befindet es sich auf guten Wegen. Das gilt es weiter zu unterstützen. Vielen Dank zuerst einmal für Ihre vielen unterstützenden Voten, die mich ausserordentlich gefreut haben. Es ist mir wichtig, dass Sie wissen: Es geht bei meinem Anliegen in keiner Weise darum, die Eltern unter irgendeinen Generalverdacht zu stellen. Es geht mir ausschliesslich um Früherkennung, also um die Vermeidung gesundheitlicher Folgeprobleme und Komplikationen. Die Mittel und Lösungsansätze um diese Ziele zu erreichen, welche im Vorstoss aufgezeigt worden sind, sind von mir aus gesehen adäquat – weder übertrieben noch überflüssig. Für viele Familien gehören die üblichen Vorsorgeuntersuchungen für Babys und Kleinkinder – wie bereits erwähnt – längst zum Alltag. Die anderen Familien würden sich ganz bestimmt rasch daran gewöhnen. Es ist richtig, unser System beruht bisher ausschliesslich auf Freiwilligkeit, obwohl die Vorsorgekontrollen für Kleinkinder schon längst Routine geworden sind. Das ist gut so. Ja, es geht hier um einen gewissen Eingriff in die persönliche Freiheit von Erziehungsberechtigten. Der ist aber relativ klein. Es handelt sich nur um acht bis neun Untersuchungen während einer Zeitspanne von 5 Jahren. Einige davon werden schon direkt nach der Geburt im Spital durchgeführt. Und, Ueli Jost, der Eingriff lässt sich sachlich rechtfertigen. Er wahrt die Verhältnismässigkeit und ist zumutbar, denn das Kindeswohl ist höher zu gewichten. Es lohnt sich immer und in jedem Fall, wenn man Leid, das durch vermeidbare Krankheitsverläufe, Kindesmisshandlung oder Vernachlässigung entsteht, so möglichst verhindern kann. Deshalb betone ich es noch einmal: Wir wollen gleiche Gesundheitschancen für alle Kinder. Ich danke all Jenen, die den Vorstoss mittragen können.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous allons faire quatre votes. Tout d'abord le point 1 pour adopter le postulat. Ensuite le point 2 pour adopter le postulat et le classer et enfin le point 4 pour adopter le postulat. Je précise que le point 3 a été retiré. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui, ceux qui votent disent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 101

Non 46

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons au vote du point 2, d'abord sur le postulat et ensuite sur le classement. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 100

Non 45

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons au vote sur le classement de ce point 2. Ceux qui acceptent le classement de ce point votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 104

Non 43

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté de classer ce point 2. Nous passons au point 4. Ceux qui acceptent le point 4 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 91

Non 55

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce point 4. M. le directeur de la santé, bonne soirée. Nous attendons le directeur de l'instruction publique. En attendant, j'aimerais demander à ceux qui aimeraient participer à la journée parlementaire de ski ou de randonnée ou de raquettes, le 7 février 2015, de s'annoncer. Pour l'instant nous avons très peu de personnes inscrites. C'est la commune de Zweisimmen qui organise cette journée.